
François AUDIGIER, Pascal GIRARD, dirs, *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*

Paris, Riveneuve Éd., coll. Actes académiques, 2011, 244 pages.

Anne-Catherine Schmidt-Trimborn



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8585>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8585

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 466-468

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Anne-Catherine Schmidt-Trimborn, « François AUDIGIER, Pascal GIRARD, dirs, *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970* », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 30 septembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8585> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8585>

Tous droits réservés

La dernière et quatrième partie, « L'immatériel numérique, produit, service ou création ? » (pp. 267-350), traite de la question numérique et des politiques éditoriales et des stratégies de librairie s'y attenant. D'une actualité récente, tant en contradiction qu'en continuité avec les parties précédentes, les contributions montrent toutes l'importance et l'influence du concept du livre imprimé malgré sa dématérialisation et ses modes d'accès différents. Benoît Berthou (pp. 269-284) entame cette partie avec un article consacré aux librairies en ligne devenues des « interfaces » (pp. 280-281) impliquant de nouvelles modalités de distribution et d'accès. S'ensuit l'analyse d'Anais Guilet (pp. 285-300) qui s'interroge sur la place qu'occupe le livre papier à l'époque de la publication numérique et démontre les incapacités des nouveaux outils de s'affranchir de la culture de l'imprimé, et donc d'innover. Pauline Gauquié (pp. 301-316) compare ensuite les modalités de cohabitation des publications imprimée et numérique, notamment sur l'internet, qui sont à envisager comme une réelle mutation des contenus éditoriaux. Cécile De Bary (pp. 317-332) poursuit par une analyse des sites d'auteurs publiés sur l'internet en décrivant un moyen d'expérimenter et d'interroger le statut des livres et surtout de la publication *via* des gestes nouveaux de création exploitant le numérique. Enfin, Julie Héty (pp. 333-350) propose une formalisation nouvelle de la publication sous l'appellation de « livre-lecteur », une expérimentation qui est à comprendre comme un livre sonore et communicant dans un seul et même « objet-roman ».

Dans leurs spécificités, ces contributions montrent que le livre, à l'heure du numérique, est loin de se dématérialiser. Il s'agirait même du contraire. Sa prégnance en tant qu'objet ne fait qu'influencer et canaliser les nouvelles tentatives de s'en éloigner ; malgré les potentialités variées des nouveaux outils de lecture que sont les multiples dispositifs numériques. En cela, malgré les nouveaux usages, le livre semble imposer sa standardisation ancienne comme un modèle à décliner dans son renouveau électronique, plus que jamais devenu une « marchandise », un « produit » de la culture communicationnelle contemporaine.

En définitive, l'ouvrage est particulièrement instructif et éclairé pour qui désire approfondir ses connaissances. « Le livre », faisant déjà l'objet de nombreux travaux, apparaît sous un jour nouveau : celui de la standardisation et de la marchandisation qui ont permis de le modeler sous la forme que nous connaissons et qui semble à l'aune d'une évolution avec ses transpositions numériques qui cherchent encore leurs

spécificités. Ainsi le rapprochement de la variété des points de vue des auteurs offre-t-il une lecture large et permet-il au lecteur non initié de se forger une riche idée sur la question.

Gilles Boenisch

CREM, université de Lorraine, F-57000

gilles.boenisch@gmail.com

Sociétés

François AUDIGIER, Pascal GIRARD, dirs, *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*.

Paris, Riveneuve Éd., coll. Actes académiques, 2011, 244 p.

Une journée d'études organisée par François Audigier et Pascal Girard, avec le soutien du Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire et du ministère de la Défense, s'est tenue à Nancy le 8 juin 2010 avec pour ambition d'appréhender « La violence militante en France des années 1920 aux années 1970 ». Les débats de cette journée ont donné lieu à la publication.

D'abord, les organisateurs s'attachent à définir le concept de *violence politique* qui comprend à la fois les *violences physiques tangibles*, celles *matérielles* et celles *des discours, des mots, des images et des postures*. La violence militante appartient au champ de la violence politique à ceci près que cette dernière « émane à strictement parler d'une organisation structurée (parti, syndicat, ligue...) et de ses membres » (p. 9). L'objet d'étude ainsi défini, il convient de le replacer dans son univers historiographique. Force est de constater que le thème de la violence militante a été largement délaissé par les historiens français à la différence de leurs homologues allemands ou italiens. C'est pour pallier ce manque que la journée d'études choisit un axe résolument franco-français sur une période relativement longue. Si les aspects comparatifs et transnationaux sont volontairement mis de côté, les horizons politiques étudiés sont très divers : des communistes aux ligueurs d'Action française en passant par les gaullistes et les écologistes.

Jean Philippet (pp. 33-49) s'intéresse à la théorie de la violence chez Charles Maurras et les maurrassiens. La violence, littéraire et esthétique, est ouvertement revendiquée à l'Action française (AF), notamment dans les colonnes de son quotidien du même nom. Les Camelots du roi ont cherché à représenter un débouché à la violence du journal mais, si certaines actions spectaculaires – comme la fessée infligée à

Amédée Thalamas à la Sorbonne en décembre 1908 – ont donné vie à la « propagande par l'action » (p. 39) chère aux dirigeants du mouvement, il reste un fossé entre la violence théorisée par les maurrassiens et la réalité. D'ailleurs, c'est ce qui explique le glissement progressif de certains ligueurs d'AF vers le fascisme au cours des années 30. Las d'attendre le passage à l'acte, déçus par « l'inaction française » (p. 43) du 6 février, certains ligueurs choisissent la dissidence et rejoignent notamment la Cagoule, objet d'une seconde contribution de Jean Philippet (pp. 51-70). La Cagoule est entièrement dédiée à la violence : le terrorisme est son moyen exclusif d'action. Au printemps 1936, les dissidents d'AF rencontrent les Croix-de-feu mécontents. Finalement, la Cagoule est une synthèse de la violence souhaitée par les anciens de l'AF et des méthodes d'organisation des Croix-de-feu (bureaucratie, hiérarchie, secret). Si l'on sait que la Cagoule n'a jamais pu compter sur une masse militante importante (6 000 hommes), des doutes subsistent quant à son véritable projet politique : restauration d'un roi après une période de dictature militaire ou instauration d'un régime fasciste ?

Quant à eux, les communistes français ont un projet politique défini et bien connu. Comme à l'extrême droite, l'utilisation de la violence est une constante de leurs pratiques militantes. Sylvain Boulouque (pp. 21-32) cherche à déterminer dans quelle mesure l'action violente est un critère de l'expérience militante communiste entre 1920 et 1939. Pour cela, il s'attache à brosser un portrait de groupe des militants connus pour leur violence avant de montrer que l'apprentissage par la violence représente une voie d'accès à la carrière militante au sein du Parti communiste même si elle ne garantit pas l'orthodoxie des militants. Les pratiques elles-mêmes constituent le second volet de l'analyse. La violence manifestante, en tant que « réponse légitime au système » (p. 28), en est un premier type. Il existe aussi une violence qui vise spécifiquement les forces de l'ordre, les adversaires politiques et les dissidents du parti. Ces deux violences sont à leur apogée au cours de la période 1947-1953, étudiée par Pascal Girard (pp. 93-117). L'entrée dans la Guerre froide entraîne une augmentation des violences physiques et matérielles (sabotage, attentats contre des demeures « jaunes » ; p. 103). Il convient également de souligner que la violence militante est encadrée par le parti à travers des directives et des consignes, mais aussi par une certaine exaltation dans les discours.

Plus ambiguë et plus paradoxale est l'utilisation de la violence militante par les socialistes. Ces derniers ont notamment eu à faire face à la gestion de la violence

militante en tant que responsables politiques locaux. Aude Chamouard (pp. 71-80) s'intéresse à la réaction des maires socialistes de Toulouse entre 1919 et 1939 face aux violences qui opposent Jeunesses socialistes et Camelots du roi. L'auteure montre que, officiellement, les maires socialistes appellent au calme et au respect de l'ordre tout en cherchant, en certaines occasions, à protéger les troupes socialistes des violences ennemies en faisant de la police un instrument politique. Le rôle de cette police, lors de confrontations entre groupements de gauche et d'extrême droite, est également mis en cause au moment des incidents de la salle Franklin, à Bordeaux, le 7 décembre 1931. Gilles Morin (pp. 81-91) remémore les grandes lignes de la manifestation qui oppose 300 hommes proches des Jeunesses patriotes (JP) à 2 000 représentants de divers mouvements de gauche. À l'issue de l'altercation, tous les blessés sont issus des rangs des JP. Ainsi la violence est-elle directement employée par la gauche comme le confirme Anne-Laure Ollivier (pp. 119-135) qui s'attache à étudier la situation dans la région marseillaise à la Libération. Les socialistes se posent alors en parti d'ordre, fidèles à la légalité républicaine et en opposition avec les gaullistes et les communistes. Toutefois, la violence est légitimée par la nécessité de défendre la République, notamment à l'occasion des campagnes électorales.

Dans un tout autre registre que les socialistes, les poujadistes et, plus tard, les activistes de l'Algérie française ont aussi analysé la violence comme un moyen d'action légitimé par les circonstances. Nathalie Pistre (pp. 137-154) explique que, pour les poujadistes, la violence n'a jamais représenté un but en soi, mais bien un moyen de faire valoir leurs idées. Par ailleurs, le rapport de ceux-ci à la violence évolue selon le contexte. D'abord, l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) est un groupe d'opposition qui souhaite faire entendre sa voix, si besoin par le biais de la violence. Ensuite, les poujadistes entrent en politique et cherchent à acquérir une certaine respectabilité avant de dériver, peu à peu, vers une sphère droitnière et activiste.

Olivier Dard (pp. 193-206) aborde la question de la violence des activistes de l'Algérie française au cours de la période 1955-1962. Le chercheur montre que l'héritage des droites nationalistes et des doctrines contre-subversives dans l'emploi de la violence est notable, mais en aucun cas prépondérant. La violence apparaît plutôt comme un « capital militant » (p. 200), comme une compétence requise, apprise et développée par les activistes de l'Algérie française de l'Union française nord-africaine (UFNA) à

l'Organisation armée secrète (OAS). Toutefois, plusieurs phases se distinguent. Une première qualifiée de « contre-terroriste » (p. 201) qui constitue la période d'apprentissage de la violence ; une seconde, « partisane » (p. 203), liée au Front national français fondé en novembre 1958 ; une dernière, la phase « clandestine et terroriste » (p. 205).

Ensuite, Édouard Lynch (pp. 155-168) s'intéresse à la violence paysanne entre 1930 et 1970. La violence est largement employée par les paysans tout au long du ^{xx}e siècle et émane, en règle générale, des organisations de travailleurs (ouvriers et agricoles). Cependant, les années 30 semblent marquées par l'émergence d'une violence plus politique liée au dorgérisme. Dans les années 50, la violence paysanne est alternativement déclenchée par les organisations d'extrême gauche et d'extrême droite. Les années 60 sont le point de départ d'une nouvelle phase de mobilisation paysanne caractérisée par l'apparition de nouveaux leaders syndicaux et par la généralisation d'activités localisées au détriment des grandes manifestations régionales, ce qui implique un recours croissant à la violence.

Néanmoins, en matière de violence militante, au cours des années 60, François Audigier (pp. 169-192) observe une décrue nette et rapide à l'échelle nationale, qui s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : mise à l'écart des courants traditionnellement les plus violents (communistes et nationalistes), adaptation de la réponse policière aux violences politiques, évolution des modes de communication politique. Les gaullistes au pouvoir ont joué un rôle dans cette évolution, notamment par la formation, à la fin de 1959, du Service d'action civique (SAC) qui se professionnalise dans le maintien de l'ordre tout au long des années 60.

Dans les années 70, la lutte antinucléaire apporte de nouveaux éléments. Alexis Vrigon (pp. 207-221) explique que cette contestation est à l'origine de nombreuses violences et que celles-ci semblent largement tolérées par les tenants de l'écologie politique, courant alors en construction. Toutefois, après la manifestation de Malville le 31 juillet 1977, qui fait un mort parmi les manifestants, il semble que le seuil de la violence acceptable s'abaisse. Cette date représente un moment charnière pour l'écologie politique qui choisit désormais d'investir le mouvement social et de participer aux élections.

Les caractéristiques de la violence militante semblent toujours liées aux organisations qui l'emploient. Néanmoins, il est une forme de violence que l'on retrouve d'un bout à l'autre de l'échiquier politique et

sur toute la période envisagée. Il s'agit de la violence verbale étudiée par Jean El Gammal (pp. 223-236). Pourtant, cette dernière se place dans un registre différent car elle est souvent le fait des intellectuels à la tête des partis ou des organisations. La base militante, actrice privilégiée des violences, est moins familière des figures de style rhétoriques.

Finalement, l'ouvrage témoigne du caractère persistant de la violence militante en France des années 20 aux années 70. Évidemment, les organisations d'extrême droite et d'extrême gauche sont au cœur de la problématique, mais il est intéressant de souligner qu'elles ne sont pas seules. Les pratiques violentes ont pu représenter une forme d'engagement ultime en faveur de ses convictions d'un bout à l'autre de l'échiquier politique. Lorsqu'il s'agit de violence militante, une question traverse tous les débats, à savoir celle de la légitimité de la lutte. Les militants, les membres des services d'ordre, les policiers, les dirigeants des organisations, tous placent l'idée de combat légitime au cœur de leurs arguments. On en revient donc toujours à cette question : peut-on sortir de la légalité pour défendre une cause jugée légitime ?

Anne-Catherine Schmidt-Trimborn

CRULH, université de Lorraine, F-54000

anne-cath.schmidt@hotmail.fr

Patrick BAUDRY, *La ville, une impression sociale*.

Belval, Circé, coll. L'Art de ne pas, 2012, 120 p.

L'ouvrage de Patrick Baudry, professeur de sociologie à l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3, met en parallèle corps humain et corps urbain dans une dynamique permanente de saisie/dessaisie. L'auteur remémore que l'intérêt collectif excessif pour le lieu cache, le plus souvent, une méconnaissance de celui-ci, une impossibilité à le saisir dans son essence même : « Le coin, le lieu, le recoin, la racine, le chez soi, l'entre-nous, l'entre soi, tout cela m'horripile. L'art du hors lieu consiste à faire du lieu un endroit dont on ne sait quoi faire » (p. 9). À force d'utilisation massive, la catégorie conceptuelle du lieu s'est, peu à peu, dépossédée de sa substance. En outre, elle est devenue un *topos* (au sens étymologique du terme), un « lieu commun », un passage obligé qu'on se sent sommé de convoquer dès lors qu'on s'aventure à parler de la ville.

Contre les injonctions contradictoires qui rattachent à un lieu tout autant qu'elles en éloignent, le sociologue invite à pratiquer un art de vivre moins en ville que *la* ville. Dessinant les contours d'une manière inhabituelle d'appréhender le tissu urbain, Patrick Baudry affirme